

Brochure n° 3255

Convention collective nationale

IDCC : 1619. – **CABINETS DENTAIRES**

ACCORD DU 7 MARS 2008
RELATIF À LA PRIME EXCEPTIONNELLE

NOR : *ASET0850535M*

IDCC : 1619

Entre les partenaires sociaux réunis en commission paritaire le vendredi 7 mars 2008, a été conclu, conformément à la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat, le présent accord.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord pose le principe de la possibilité d'un versement par les employeurs de la branche des cabinets dentaires libéraux d'une prime exceptionnelle modulable, d'un montant maximum de 1 000 € bruts, à l'ensemble des salariés des cabinets dentaires.

Article 2

Période d'application de l'accord

Le présent accord est applicable pour l'année 2008, entre le 1^{er} janvier et le 30 juin, pour les salariés comptés à l'effectif du cabinet à la date du présent accord.

Article 3

Prime exceptionnelle et rémunération

La prime exceptionnelle, conformément à la loi du 8 février 2008, ne peut se substituer à aucun élément de rémunération d'origine légale, conventionnelle ou contractuelle.

Article 4

Bénéficiaires de l'accord

Le présent accord concerne tous les salariés permanents ou non permanents de la branche des cabinets dentaires libéraux.

Article 5

Montant et modulation de la prime

D'un montant maximum de 1 000 € bruts par salarié (c'est-à-dire avant précompte de la CSG-CRDS), la prime exceptionnelle peut être modulée en fonction du salaire, de la qualification, de la durée du travail, de l'ancienneté ou de la durée de présence du salarié dans le cabinet dentaire ; ces critères de modulation peuvent être combinés. Elle ne constitue ni du salaire ni de l'intéressement.

Article 6

Versement de la prime exceptionnelle

La prime exceptionnelle doit être versée au plus tard le 30 juin 2008.

Elle peut faire l'objet de versements fractionnés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 30 juin 2008 dès lors que le solde des fractions est versé au plus tard le 30 juin 2008.

Article 7

Bulletin de salaire

Le versement de la prime exceptionnelle doit apparaître soit sur une ligne spécifique du bulletin de paie du mois du versement, soit sur un document annexe ou annexé à ce bulletin de paie, ou tout autre mode de notification écrite.

Article 8

Régime social et fiscal

La prime est exonérée de l'ensemble des cotisations de sécurité sociale et des cotisations d'assurance chômage, AGS, de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO, contribution solidarité autonomie, contribution formation professionnelle cotisation, FNAL, versement transport et taxes parafiscales assises sur les salaires, à la condition que son montant ne soit pas supérieur à 1 000 € bruts.

La prime est soumise à la CSG et à la CRDS.

Elle est assujettie à l'impôt sur le revenu.

Article 9

Notification et dépôt

L'employeur est tenu de déclarer à l'URSSAF le montant des sommes versées aux salariés au moyen de la déclaration annuelle des salaires (DADS).

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Fait à Paris, le 7 mars 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNSD ;

FSDL ;

UJCD-UD.

Syndicat de salariés :

FNISPCLD.